

78^e Congrès de l'ACFAS

Colloque 415

« Urbanité et politique : portrait politique des villes québécoises »

Organisé par Sandra Breux, Université de Montréal

Par Annie-Claude Labrecque

Mai 2010

Cette synthèse résume les propos tenus par divers chercheurs réunis afin d'échanger et d'analyser les enjeux de la gouvernance locale contemporaine à la lumière des élections municipales de novembre 2009, dans les villes de 100 000 personnes et plus. Il s'agit également de dresser un portrait politique des grandes villes de la province, en continuité avec un exercice du même genre s'étant déroulé le 20 mai 2009.

I. Les villes des deux communautés métropolitaines

Laurence Bherer, Université de Montréal

Les spécificités de la vie politique suburbaine : le cas de la Ville de Laval

Les élections municipales à Laval se caractérisent par leur prévisibilité, par leur manque de rebondissement, par la reconduction d'un maire sans éclat et surtout par le manque, encore une fois répété, d'une opposition organisée. Ainsi, pour étudier ce qui s'est politiquement déroulé lors des élections à Laval, madame Bherer a choisi une approche différente se concentrant sur les spécificités politiques du monde municipal. Ainsi, elle a constaté qu'il existe un déficit informationnel au niveau municipal. La couverture médiatique de la scène politique municipale est rarement adéquate, il y a peu de visibilité donnée aux idées et aux échanges et finalement, il y a une faible connaissance des compétences municipales chez les citoyens. Dans ce contexte, il est ardu, voire coûteux, de s'informer, ce qui entraîne une faible participation politique et rend difficile l'évaluation de la performance des candidats municipaux qui se présentent lors d'une élection.

En ce sens, il devient intéressant de mettre en place un indice de l'imputabilité en politique municipale, afin de qualifier l'état de la démocratie dans une municipalité. C'est ce qui a été fait ici dans le cas de Laval, où la participation lors des dernières élections municipales fut de 35.7 % (une augmentation en comparaison à 2005) et où le maire sortant, Gilles Vaillancourt, a été reconduit avec 61.29 % des votes. Pour évaluer le degré d'imputabilité politique découlant d'un contexte politique local, quatre critères peuvent être analysés : la présence d'une opposition partisane et non partisane, le dynamisme de la campagne municipale, la couverture médiatique par les journaux locaux et la présence d'institutions municipales de transparence. Dans le cas précis de Laval, voici les observations recueillies par Laurence Bherer suite à une analyse comparative de trois journaux (le *Courrier Laval*, la *Presse* et le *Devoir*) et de huit entretiens faits auprès de onze personnes (élus, fonctionnaires, intervenants).

Tout d'abord, il y a une faible opposition partisane à Laval. En effet, bien qu'il y ait eu beaucoup d'opposition contre le maire Vaillancourt dans tous les districts de la ville, les deux nouveaux partis politiques municipaux (le Mouvement Lavallois et le Parti au Service du Citoyen), créés à la veille des élections de 2009, n'ont pas su mobiliser les citoyens, notamment à cause de leur manque d'organisation, de leurs faibles ressources et de leurs querelles intestines. Au niveau de l'opposition non partisane, il existe une centaine d'organismes communautaires, de santé, d'éducation et des groupes écologistes ou autres à Laval, mais rien ni personne n'est ressorti durant la campagne. La campagne électorale à Laval fut marquée par une absence d'enjeux forts

et rassembleurs. Tous étaient d'accord avec le fait qu'il faudrait améliorer l'offre de service dans les transports en commun (développement du métro). Seul l'enjeu de la démocratie municipale a été légèrement traité, l'opposition désirant la mise sur pied de conseils de quartier. Au niveau de la couverture médiatique, le *Courrier Laval* a fait un très bon travail d'analyse, de critique et de diffusion de l'information auprès de la population, mais c'est tout. Finalement, il est à noter qu'il existe une très forte centralisation institutionnelle à Laval et une forte cohérence territoriale. Ainsi, il est difficile de se faire entendre auprès des organismes, qui semblent tous attachés les uns aux autres. Il existe bien un Bureau de vérification générale et de la Protection du citoyen, mais l'implication du maire empêche une indépendance de fonctionnement et aucun rapport annuel n'est produit.

En conclusion, madame Bherer mentionne que, sauf l'exception de la couverture médiatique qui permet de dresser un certain portrait critique de la vie municipale à Laval, le reste de la vie politique de la municipalité montre la faible imputabilité de la structure lavalloise. Laval est une ville suburbaine qui n'a pas les atouts d'une ville centre. Il y a beaucoup d'informel dans la manière de pratiquer la politique municipale, ce qui favorise la reconduction du maire sortant.

Commentaires, questions :

Q : La Ville de Laval n'est pas une ville nouvellement fusionnée. Elle l'est depuis 1965. Est-ce qu'il est possible d'exploiter cette réalité particulière pour expliquer cette très grande intégration des institutions?

R : Il est vrai que l'intégration institutionnelle est très forte, mais cette réalité n'a pas d'écho dans les quartiers. Les anciens découpages administratifs demeurent encore. Mais il y a un manque d'informations ici qui empêche de générer une vraie hypothèse sur les effets de la fusion 45 ans plus tard.

Q : Quels ont été les résultats électoraux pour la mairie?

R : Il y avait quatre candidats au total, mais, outre Gilles Vaillancourt, personne n'a su se démarquer.

Q : Est-ce qu'il semble y avoir un profil général partagé par les candidats?

R : Non, les candidats affichent des profils professionnels, sociaux et scolaires différents. Il est à noter qu'il y a une parité hommes/femmes à Laval. Il pourrait être intéressant de faire la sociologie locale et politique à Laval, mais il est ardu d'avoir un contact avec le milieu et les intervenants sont peu enclins à répondre aux questions. Ainsi, il est compliqué de déceler les réseaux d'influence.

Sandra Breux, Université de Montréal

La figure de l'élu municipal longueuillois

Les élections municipales de 2009 à Longueuil furent marquées par la victoire de Caroline St-Hilaire, qui a battu le maire sortant, Jacques Goyette. Il s'agit de la première femme mairesse à Longueuil, sauf l'exception de 1987 où une femme a assuré l'intérim à la mairie durant quelques mois. L'année 2009 marque donc la fin du règne de 27 ans du Parti Municipal Longueuil. Deux questions ressortent de cette réalité nouvelle : 1) Comment expliquer la victoire de la mairesse St-Hilaire (son expérience politique à l'échelle nationale, le fait qu'elle soit jeune, ou une femme, ou encore le désir populaire de changement dans la pratique politique à Longueuil)? Et 2) Comment expliquer que l'on parle de victoire alors que St-Hilaire n'a eu que 52 % des votes, que le taux de participation était sous la moyenne québécoise et que son parti est minoritaire au conseil municipal, avec 11 conseillers de son équipe?

Par l'analyse des archives de la municipalité et des journaux locaux (le *Courrier du Sud*, le *Devoir*, la *Presse* et la *Gazette*), madame Breux tente de déterminer si le résultat du scrutin de 2009 à la mairie de Longueuil est signe de changement ou de continuité. Pour cela, elle s'est penchée sur quatre thèmes : le profil social et l'engagement politique et public des élus, le contexte politique municipal de la ville entre 1970 et 2009, les particularités des candidats de 2009, des partis et de la campagne menée par madame St-Hilaire et finalement, les résultats aux élections et leur influence possible sur l'image du maire et du conseiller à Longueuil.

Sandra Breux a remarqué qu'il y a peu d'écrits et de renseignements permettant de faire un portrait social des candidats au niveau municipal. Par contre, la littérature scientifique depuis 2005 permet tout de même de poser l'hypothèse que l'engagement communautaire des candidats a une grande influence sur leur popularité auprès des citoyens et sur leur capacité à s'entourer et à utiliser leurs réseaux. Par contre, une expérience politique à une autre échelle que le municipal n'influence pas nécessairement la perception qu'ont les électeurs de l'élu municipal. Le contexte politique à Longueuil entre 1970 et 2009 montre deux types de continuité, l'une avant 2001 et l'autre après. Avant 2001, deux partis municipaux dominaient la scène, les maires avaient plusieurs mandats, possédaient parfois une expérience qui dépassait l'échelle locale et étaient des hommes, bien que le nombre de conseillères augmentait généralement. Depuis 2001, il y a eu la montée des indépendants et les élus sont plus âgés que la moyenne. Par contre, les caractéristiques des maires demeurent, ils ont souvent une expérience politique à l'extérieur de la sphère locale. Au niveau des partis politiques lors de l'élection de 2009, il y a des différences entre le parti Action Longueuil (AL) de St-Hilaire et le Parti Municipal Longueuil (PML) de Goyette. L'AL est plus jeune, la candidate à la mairie a une expérience politique au fédéral, autant d'hommes que de femmes se présentent et l'âge des candidats est dans la moyenne québécoise. Du côté du PML, le parti demeure traditionnel (candidats masculins plus âgés que la moyenne, expérience supra-municipale, etc.).

Plus encore, les deux candidats à la mairie ne partagent pas le même degré d'aisance selon les enjeux qu'ils privilégient. St-Hilaire parle davantage d'éthique municipale, ce qui peut expliquer en partie sa victoire, alors que Goyette parle de transport et de projets concrets. Il y a également des différences entre les deux candidats à la mairie dans la manière de faire de la politique. Goyette a mené une campagne d'attaques et de critiques des compétences et de l'expérience de St-Hilaire. Pour lui, l'attachement au local primait sur l'expérience politique fédérale. Pour sa part, St-Hilaire a fait sa campagne en mentionnant son intention de faire des changements structurels dans l'organisation municipale. Elle se dit pour la flexibilité, pour la transparence et pour l'ouverture envers les citoyens (consultation citoyenne).

En conclusion, il semble y avoir à la fois du changement et de la continuité à Longueuil. Continuité parce que le parti Action Longueuil est minoritaire au conseil municipal et changement parce que les candidats sont plus jeunes, parce qu'il y a plus de femmes et parce qu'il y a une modification dans les projets politiques mis de l'avant. Des questions demeurent toutefois, entre autres celle des trajectoires politiques entre les différents paliers et celle du soutien politique et financier de partis politiques d'autres paliers.

Commentaires, questions :

Q : Comment se structure la machine électorale à Longueuil?

R : On peut penser que l'allégeance politique de Madame Saint-Hilaire l'a doté d'un réseau de soutien important. Du côté de Goyette, l'allégeance et le soutien de la part d'un parti provincial ou fédéral est difficile à prouver.

Il faudrait être en mesure de voir qui sont les militants pour les partis politiques municipaux. Qui travaille pour qui? Ainsi, il serait plus facile de déterminer les allégeances que par l'étude des finances des partis.

Anne Latendresse et Winnie Frohn, UQAM

La Ville de Montréal : portrait politique

L'hypothèse proposée ici est que les résultats des élections de 2009, qui ont reconduit Gérald Tremblay à la mairie malgré les allégations de corruption, de collusion et de copinage, s'expliqueraient en partie par les changements institutionnels qui ont marqué l'île depuis 2001 et dont découlent de nombreux impacts sociopolitiques. C'est donc dans un bricolage institutionnel sans précédent que les citoyens ont peut-être cherché à trouver un élément de continuité en l'équipe d'Union Montréal et en Tremblay.

Le système électoral en place à Montréal peut également expliquer cette nouvelle victoire. En effet, depuis 2001 il y a une complexification du mode de scrutin. Il faut voter pour un maire de la ville centre, pour un maire d'arrondissement, pour des conseillers et pour le conseil d'arrondissement. Cette situation favorise l'annulation des votes, surtout dans les arrondissements les plus pauvres. Plus encore, le système électoral uninominal favorise en général les principaux partis politiques : Union Montréal (qui regroupe les anciens élus des anciennes villes de Montréal) et Vision Montréal (le parti de Bourque repris par Harel, mais qui est en perte de vitesse). L'offre des partis politiques est peu diversifiée à Montréal, mais la tendance est au changement, notamment avec Projet Montréal qui prend de plus en plus de crédibilité. Il existe toutefois de grandes ressemblances dans les orientations politiques entre les partis traditionnels (développement économique, projets structurants, transport, développement urbain et le rôle de la métropole). Il est possible de se questionner sur la potentielle perte de signification de l'appartenance politique à un parti municipal. Il semble que les partis politiques glissent pour devenir davantage des équipes municipales dirigées par un individu, le maire.

Les divergences entre les partis doivent tout de même être notées : la question de l'éthique, entre autres suite aux révélations de clientélisme dans l'équipe du maire Tremblay, la question du financement des partis (Harel se voit mise dans une situation embarrassante à cause de Labonté et de Projet Montréal, qui est supporté par l'ancien juge Gomery qui préside leur campagne de financement) et la question de la décentralisation (Harel désirait une diminution des pouvoirs des arrondissements, mais limite ses propos pendant la campagne électorale).

La campagne électorale à Montréal sera marquée par une course à trois (Tremblay, Harel et Bergeron) qui a su augmenter sa crédibilité et son influence. Nous avons fait une analyse de contenu des journaux *La Presse*, la *Gazette* et le *Devoir* parmi les journaux qui ont couvert la campagne dans la métropole. Celle-ci a été marquée par une importante stratégie d'arrondissement chez les partis politiques, ce qui est une nouveauté. Les enjeux locaux ont été pris en considération, le choix des candidats était cohérent avec les réalités des quartiers et il y a eu une certaine forme d'alliance entre Québec Solidaire et Projet Montréal. L'arrondissement est devenu un espace politique dont on tient compte. Au niveau des résultats, Union Montréal a

été affaiblie, surtout à cause de la percée majeure de Projet Montréal, alors que Vision Montréal compte un élu de plus. Union Montréal n'a pas été en mesure de faire réélire ou élire ses figures de proue, mais appuie sa victoire surtout sur les anciennes mairies de banlieue

En conclusion, en perspective des impacts de la réorganisation municipale à Montréal, il semble y avoir une continuité dans le mécontentement par rapport aux fusions. L'appui continu à Tremblay semble découler de ce fait, tout comme le refus de supporter Harel. En ce qui concerne la percée de Projet Montréal, il est possible de se questionner sur les causes : est-ce une question de génération? De son programme? Y a-t-il un véritable affaiblissement de l'appartenance politique à la lumière du grignotage par Projet Montréal?

Commentaires, questions :

C : Chez Union Montréal, il y a eu une machine électorale importante de mise en place afin de faire sortir le vote dans certains arrondissements. Il y a eu une participation importante dans les arrondissements clés appuyant traditionnellement Union Montréal. Il ne faut pas négliger qu'il y a également des groupes communautaires et de femmes qui ont fait campagne arrondissement par arrondissement. Il y a donc eu une influence de l'autonomie politique des arrondissements sur les résultats du scrutin.

C : Il pourrait être intéressant de se questionner davantage sur le concept d'affaiblissement de la partisanerie. Il semble exister une préférence à appartenir à un groupe étant donné qu'il y a peu d'élus indépendants à Montréal.

R : Il faudrait aussi questionner l'existence de partis politiques municipaux d'arrondissements (Montréal-Nord ou Outremont) et questionner plus les changements de signification à l'intérieur du parti plutôt que de parler de perte d'appartenance partisane à un parti. Il y a aussi le mouvement de transfert de certains candidats d'un parti à l'autre qu'il faut prendre en considération, surtout quand ils conservent leurs appuis dans la population. On vote donc pour un individu, pas pour un parti quoique l'inverse (continuer à voter pour le même parti quand le/la candidat-e change de parti) arrive également.

Discussion de Caroline Patsias, Université de Sherbrooke

L'intervention de madame Patsias visait à soulever des questions et des préoccupations face aux éléments présentés par les trois premières communications sur Laval, Montréal et Longueuil. Les présentations ont montré différentes manières, autant dans la méthodologie que dans les outils conceptuels utilisés, de faire de l'analyse politique. Dans ce contexte, il est possible de poser plusieurs interrogations.

Les outils théoriques utilisés influencent-ils la manière d'étudier les municipalités? Madame Bherer a insisté sur la notion de spécificité des municipalités, mais comment étudier une municipalité lorsqu'il n'y a pas de changement? On ne peut pas tout déléguer à cette spécificité. Il faut se détacher des spécificités municipales, car plusieurs questions demeurent : comment définir la spécificité? Par le rapport existant avec les citoyens? Madame Patsias n'en est pas certaine.

Ainsi, il faut donc également questionner davantage la manière de concevoir la politique municipale dans les municipalités marquées par la continuité. La pérennité naturelle qui existe à

Laval doit être interrogée afin de comprendre ses causes. Quels réseaux permettent le statu quo? Pourquoi? Sur quels mécanismes le maire fonde-t-il son pouvoir? Il semble qu'il faille poser les questions différemment lorsque l'on étudie les villes de banlieue. Au niveau du changement et de la continuité en politique municipale, qu'est-ce qui peut expliquer que le changement politique soit si dur à obtenir au niveau municipal? Les maires se font parfois remplacer, mais les conseils municipaux demeurent les mêmes.

Finalement, il faudrait s'attarder davantage sur les partis politiques. Il faudrait déterminer plus clairement leurs rôles, ce qu'ils font, les enjeux dits de base, tels que l'éthique, l'économie ou encore l'environnement, qui influencent leur programme, leurs visées et leurs actions.

Échanges sur les présentations portant sur les grandes villes de la CMM

La question de la spécificité revient dans le débat. Il est vrai que plusieurs enjeux ou thèmes sont traités par tous les paliers politiques. Par contre, il ne faut pas négliger le fait que la spécificité des municipalités existe et qu'elle influence grandement la manière de faire de la politique municipale. Il ne faut pas tout ramener à la spécificité pour expliquer ou infirmer ce qui se passe dans les municipalités, mais il faut en tenir compte, on ne peut pas s'en départir. Certains éléments sont valables seulement pour le palier municipal : la proximité politique accrue à cause de l'espace local, la dépendance du local face au provincial, la fiscalité locale (les municipalités sont dépendantes de l'impôt foncier, ce qui a un impact non négligeable sur le financement des partis et sur les stratégies de développement) et la perception au niveau local de la politique municipale et de l' élu (apolitisme au local qui se voit partout) qui favorise le vote pour une administration plutôt que pour un politicien.

On ajoute qu'il est vrai qu'il existe une spécificité institutionnelle au niveau municipal, mais d'autres éléments du palier local ne lui sont pas spécifiques, même s'ils le structurent. En effet, la proximité peut exister dans d'autres paliers, entre un député et un citoyen. Il peut être intéressant de se demander cependant si l'apolitisme remarqué au niveau local est différent de celui qui frappe les autres paliers. Le cynisme envers la politique, envers les politiciens, envers l'administration, envers les candidats est palpable à tous les paliers de gouvernement.

Serge Belley, ÉNAP, Louise Quesnel et Paul Villeneuve, Université Laval

Québec 2009 : l'impact de la « fierté retrouvée » sur le pouvoir local

Le centre de la campagne électorale de Régis Labeaume tournait autour de la fierté retrouvée à Québec, en opposition à la morosité d'antan. En effet, la période de 2001 à 2009 fut marquée par de grands changements : diversification économique (moins de dépendance envers l'appareil étatique comme principal employeur), diminution des tensions entre la ville centre et les banlieues (mouvement qui a débuté sous la mairesse Boucher), la chute du parti Renouveau Municipal de Lallier, deux maires indépendants (Boucher et Labeaume), une première en 40 ans, et finalement, la révision de la carte administrative de Québec (diminution du nombre d'arrondissements et de districts).

Lors de la campagne électorale de 2009, trois partis se présentent. Il y a l'Équipe Labeaume qui s'engage sur une vision de 15 ans pour la réflexion, la réhabilitation de la ville et de ses infrastructures urbaines, qui veut faire des réformes dans tous les domaines et qui présente un vaste programme aux actions larges. Il y a aussi le Défi Vert Québec, nouveau parti dont la plateforme est axée sur le développement « éco-économique » (développement durable, vert,

développement des transports en commun et d'un tramway). Finalement, il y a le parti Renouveau Municipal qui est peu préparé, sans programme officiel et sans projets concrets. Ces deux derniers partis ont donné l'impression d'être très peu préparés pour la campagne. Malgré certains enjeux communs à tous les programmes, deux thématiques ont été pourtant occultées: la démocratie, surtout la démocratie participative, et les fusions, étant donné l'acceptation de cette réalité depuis 2005.

Lors de la campagne, plusieurs enjeux ont été traités superficiellement par les candidats, dont plusieurs ont été éclipsés par Labeaume qui a monopolisé les deux tiers de la couverture médiatique dans les quotidiens écrits de la région. Chaque équipe est demeurée sur son programme, peu d'échanges ont eu lieu. Il s'agit presque de trois campagnes indépendantes axées sur une communication informative plutôt que délibérative. Au niveau des résultats, l'Équipe Labeaume a remporté une victoire importante dans chaque arrondissement. Il y a eu une reconfiguration des alliances partisans en faveur de l'Équipe Labeaume. Malgré la prévisibilité des résultats, il y a eu une forte participation électorale. Labeaume a été en mesure de faire sortir le vote afin de s'assurer d'être entouré de son équipe. Il faut également noter l'importance du vote stratégique à Québec. En effet, plus de 46 500 personnes ont voté pour le maire Labeaume, mais pas pour son équipe. C'est donc la personnalité de l'individu qui attire l'attention, non pas son parti.

En conclusion, est-ce que la victoire du maire Labeaume signifie un changement de régime politique à Québec? Plusieurs indices laissent croire effectivement à la mise en place d'un nouveau régime urbain. Les discours politiques sont différents, les programmes sont plus axés sur le développement économique et la réhabilitation des infrastructures, le régime se veut très centralisé autour de la mairie (il y a la redécouverte des pouvoirs du maire, de son leadership), Labeaume s'appuie sur de vastes, complexes et obscurs réseaux et finalement, il y a un rapprochement important avec la sphère économique. Est-ce que l'on assiste au retour de l'équipe cadre? L'équipe Labeaume se présente comme un regroupement d'indépendants, dont l'organisation est moins « programmatique » et plus flexible. En contre partie, elle occasionne une perte de l'autonomie des conseillers, l'affaiblissement des structures de consultation telles que les commissions et les conseils de quartier.

Serge Belley, ÉNAP, Louise Quesnel et Paul Villeneuve, Université Laval

Lévis : de l'intégration politique aux ambitions de grande ville

Les résultats électoraux municipaux de 2009 sont le début d'une expérience tout à fait unique à Lévis et pour une ville de cette taille : la mairesse Danielle Roy-Marinelli a été élue par acclamation. Cette situation permet d'étudier les impacts de ce genre de résultats électoraux sur la démocratie, sur la participation, mais également sur les techniques et politiques de communication.

Lévis est une ville fusionnée complexe qui se compose d'espaces urbains, périurbains et ruraux. Son appartenance est double, tout comme son identité. En effet, elle est soit la banlieue de Québec, soit le pôle de la Rive-Sud. Les citoyens de l'ouest de la ville sont plus attachés à Québec au niveau identitaire, alors que ceux de l'est le sont plus envers le centre-ville historique de Lévis et envers l'arrière-pays. Au niveau institutionnel, Lévis a graduellement accepté d'établir un partenariat avec Québec dans le cadre de la CMQ. Elle a été fusionnée en 2001 et se divise maintenant en trois arrondissements sans réels pouvoirs.

La vie politique à Lévis est marquée par un certain conservatisme à tous les paliers de gouvernement, 2009 n'étant pas une exception. Pour la mairie, une seule candidate s'est présentée, madame Roy-Marinelli, qui avait remporté les élections en 2005 avec son nouveau parti, Lévis Force 10. Le conservatisme politique se voit également par une proportion plus faible de femmes en politique municipale. Un autre parti est présent, le parti Action Lévis, mais seulement avec des conseillers dans certains districts. Pourtant, les indépendants ont également une influence importante à Lévis. C'est le cas de Gaston Cadrin qui s'est présenté dans le Vieux-Lévis. Malgré sa popularité, il n'a pas remporté son élection, le vote ayant peut-être été divisé entre lui et les trois autres candidats.

En ce qui concerne le déroulement de la campagne, Roy-Marinelli a été très présente sur la scène médiatique, malgré qu'elle fût la seule à se présenter pour la mairie. Elle a fait campagne pour sa ville, selon un style rassembleur et consensuel. Elle se prononce sur tout (fiscalité, transport, culture, sport) et dévoile progressivement son programme. La mairesse a également pris le leadership, laissant peu de place et de visibilité à ses candidats. La campagne du parti Lévis Force 10 est exceptionnelle. Malgré la victoire assurée, Roy-Marinelli a fait plusieurs campagnes de financement. Il y avait une inégalité flagrante des ressources. Finalement, Roy-Marinelli a fait une campagne sans pancartes ni débats télévisés. De son côté, le parti Action Lévis s'est contenté de critiquer l'administration Roy-Marinelli, surtout au niveau de la fiscalité, de la dette et des revenus municipaux.

Pour conclure, la politique municipale à Lévis est dans la continuité. Il faudrait cependant s'interroger sur l'impression d'homogénéité politique chez les citoyens étant donné le faible taux de participation. Quelles sont les raisons qui ont poussé 68 % de la population de Lévis à ne pas voter? Est-ce le désintéressement à cause de la complexité du territoire, à cause de l'intérêt plus grand pour ce qui se passe à Québec, à cause d'une absence de débat ou à cause d'une opposition trop faible? Tout cela reste à voir.

Commentaires et questions sur les deux présentations :

Q : Pourquoi le projet Rabaska a-t-il été exclu des débats lors de la campagne? À cause de la trop grande incertitude entourant encore le projet?

R : Le projet a l'appui de plusieurs forces en présence sur la scène locale, dont la mairesse, mais également du gouvernement provincial et de l'entreprise qui veut construire le port. Même le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) a donné son accord. Ce consensus a donc diminué quelque peu la mobilisation contre le projet.

Q : Serait-il possible de comparer ou de tirer des liens de similitudes entre le leadership de Roy-Marinelli et celui de Labeaume? De quelles façons pratiquent-ils la politique de manière semblable ou différente?

R : Les deux sont des figures charismatiques, il faut l'avouer. Par contre, Roy-Marinelli pratique la politique d'une manière moins autoritaire que Labeaume. D'un autre côté, les deux ont des comportements politiques très centralisateurs. Les conseillers soutiennent le maire (qui soutient également ses conseillers). Ceci pose pourtant la question de l'autonomie des conseillers. Les deux maires s'appuient sur les compétences, la réputation et les capacités de leurs conseillers afin de faire valoir leur parti. Mais il faut noter que Labeaume a eu plus d'opposition à Québec que Roy-Marinelli à Lévis.

C : Il faut noter que le discours de la mairesse Boucher a eu comme incidence importante la perte de vitesse du parti Renouveau Municipal. Elle a su discréditer un parti « programmatique ». Dans ce contexte, il est vrai de dire que 2005, plus que 2009 peut-être, fut une rupture dans la manière de faire de la politique municipale à Québec.

II. Les autres grandes villes du Québec

Martin Simard, UQAC et Gilles Bergeron, UQAC

L'élection municipale de 2009 à Saguenay : bilan et perspectives

Saguenay est une ville périphérique dont l'économie, axée sur l'exploitation des ressources naturelles, est marquée par une certaine fragilité. Saguenay est également un pôle régional important et une ville polynucléique étalée composée de trois centres (Chicoutimi, Jonquière et La Baie) où se mélangent les catégories urbaine, suburbaine et rurale.

La campagne électorale à Saguenay fut assez terne. Tous pensaient qu'il s'agirait d'une élection sans opposition pour la mairie, pourtant Jean Tremblay a dû faire face à un autre candidat. Le maire sortant a refusé de participer à certains débats, dont celui organisé par les étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi. Les discussions lors de la campagne se sont centrées autour de quelques enjeux : la salle de spectacle de l'arrondissement Chicoutimi, la prière avant les séances du Conseil municipal et les irrégularités observées dans l'obtention de certains contrats. Tremblay a remporté la mairie avec 78 % des votes, l'opposition étant en perte de vitesse, peu organisée et surtout sans continuité. La participation électorale a été plus élevée que la moyenne québécoise, bien qu'il y ait eu une légère baisse à Saguenay en comparaison à l'élection de 2005. Outre le maire qui a été reconduit, on observe peu de nouveaux chez les échevins et les conseillers. On note que le maire est moins populaire dans les districts plus aisés de la ville.

Les résultats de l'élection municipale de 2009 montrent, dans le cas de Saguenay, le triomphe du populisme fiscal. Jean Tremblay est en poste depuis une quinzaine d'années et applique une gouvernance autoritaire, basée sur un fort clientélisme et le paternalisme. Son pouvoir ne s'appuie pas sur un parti, mais plutôt sur des réseaux complexes de contacts. Dans ce contexte, il est possible de se questionner sur la signification de la victoire imposante de Tremblay. Si celui-ci a été réélu avec autant de votes, est-ce que c'est parce que son administration applique une bonne gouvernance? Non, selon les chercheurs. Une bonne gouvernance se fonderait sur un partage des pouvoirs (avec la population, avec les élus et entre le maire et les conseillers), sur des techniques d'utilisation du pouvoir (utilisation appropriée des ressources, choix des priorités) et sur la reddition de comptes (des processus décisionnels transparents, l'utilisation d'indicateurs de performance).

De 2000 à 2009, la scène politique au Saguenay se caractérise plutôt par une faible participation de la société civile aux débats et par une absence de vision sur le plan des grandes priorités et des enjeux urbains. Le pouvoir est fortement concentré autour du maire. Plusieurs institutions locales ont également été graduellement intégrées à l'intérieur de sa sphère d'influence. De plus, des conseillers non élus interviennent directement dans la gestion courante de la ville. Aucun exercice de gestion stratégique n'est fait, le seul projet rassembleur étant celui du port d'escale de La Baie pour les bateaux de croisière. La gestion de la ville ne profite pas non plus d'innovations. L'administration Tremblay reste concentrée sur le maintien des taxes à un niveau relativement bas malgré les défis économiques et démographiques auxquels l'agglomération fait face.

Commentaires et questions :

Q : Comment pouvons-nous expliquer que les citoyens aient si bien accepté les fusions?

R : Il semble que les citoyens aient fait preuve de réalisme et se soient vite accommodés de la situation. Le débat s'est surtout tenu autour du nom à donner à la nouvelle ville. L'opposition aux fusions venait principalement de la ville de La Baie, mais le maire Tremblay a su calmer la grogne en donnant une attention particulière à cette dernière.

C : En ce qui concerne l'absence de vision à Saguenay, l'absence de planification stratégique n'est pas une situation particulière à Saguenay; Trois-Rivières en est un autre exemple. Cela démontre un nouveau style de gouvernance chez certains maires qui cherchent à éviter la langue de bois. Ils agissent dans le présent, se prononcent sur tout et s'ils commettent des erreurs, ils rectifient le tir et réussissent à s'en tirer par la une rhétorique qui n'est pas sans contradictions. Il semble que ces maires pensent qu'ils ont plus à gagner s'ils parlent librement. Par contre, il faut noter que le maire Tremblay, pour sa part, ne s'excuse pas et revient rarement sur ce qu'il a dit.

Q : Lors de leur ancien mandat, plusieurs maires avaient promis de conserver une stabilité fiscale (Québec, Trois-Rivières, Saguenay). Pourtant, ils ont augmenté les taxes et ont quand même été en mesure de se faire réélire. Il n'y a eu aucune levée de boucliers. Comment ont-ils réussi?

R : Une partie de la réponse vient du fait que dans plusieurs cas, il n'y avait pas d'opposition formelle pour relever et contester ces contradictions. De plus, les administrations en place ont bénéficié d'une excellente stratégie de communication ou ils ont su faire ressortir les besoins financiers de leur municipalité. Dans le cas de Saguenay, il y a aussi eu un contrôle des conseillers et des candidats sur ces questions. On en revient donc à questionner la centralisation et la structuration du pouvoir qui se met en place. En outre, l'administration municipale ne fonctionne pas en parti politique, mais en équipe opaque, équipe qui est, aux yeux de plusieurs, docile face au maire et ne se prononce pas.

Caroline Andrew, Université d'Ottawa

Les élections municipales de 2009 à Gatineau : quel modèle de démocratie urbaine?

La campagne électorale municipale de 2009 à Gatineau a été intéressante, car elle a mis en opposition deux visions de la politique municipale : la première dite classique et minimaliste (la municipalité est une pourvoyeuse de services et elle entretient les infrastructures) et la deuxième dite activiste (pour la participation civile, pour une implication de la municipalité dans des dossiers sociaux importants). La réélection du maire Bureau confirme la victoire de la première vision de la politique municipale. Par contre, le taux de participation a été faible (34.9 %). Deux des 18 conseillers ont été élus par acclamation. Ce qui est notoire, c'est la percée de Projet Gatineau, parti plus activiste, qui a réussi à faire élire trois conseillers.

Les fusions de 2001 n'ont pas causé de grandes oppositions, surtout à cause de la proximité avec Ottawa. Gatineau devait s'organiser pour conserver une certaine unité face à Ottawa. Les fusions ont permis un renouvellement de la définition de la ville, le développement d'une nouvelle identité moussée par des projets rassembleurs, par des projets de planification stratégique impliquant la population et par des politiques culturelles et familiales participatives et innovantes. En 2005, le maire Ducharme (activiste) perd son élection au profit de Bureau (classique) qui accuse son prédécesseur de sortir des compétences municipales et d'alourdir le fardeau des citoyens. C'est un retour à la définition minimaliste du rôle de la municipalité. En

2009, Bureau a été long avant de se proposer à nouveau à la mairie. La campagne a été terne malgré les efforts de Projet Gatineau, dirigé par deux personnages importants de la région, pour développer des débats. Projet Gatineau ne se décrit pas comme un parti, mais plutôt comme un groupe organisant des activités et des forums pour activer les débats. Étant donné leur peu de préparation, les membres de Projet Gatineau décident de ne présenter aucun candidat à la mairie.

Pour résumer les résultats des élections de 2009 à Gatineau, il y a eu des changements dans la composition du conseil municipal (huit nouveaux élus, deux anciens élus de l'équipe de Bureau ont été battus, nouvelle parité hommes/femmes), bien que les structures politiques, de gestion et d'administration demeurent les mêmes. Il serait tout de même intéressant de voir l'impact qu'auront les trois candidats élus de Projet Gatineau. Jusqu'à maintenant ils sont demeurés peu visibles. Leurs actions se voient surtout dans les quartiers. Il est trop tôt pour voir si Projet Gatineau marque le début d'une nouvelle et véritable opposition, s'il marque de retour à une vision plus activiste de la politique municipale, car Bureau demeure fort.

Commentaires, questions :

Q : Est-ce que Projet Gatineau et Projet Montréal partagent des affinités politiques ou idéologiques?

R : Peut-être au niveau de la vision entretenue du rôle de la ville et de ses possibilités d'action. Les deux semblent partager une vision collective du bas vers le haut et ainsi faire opposition au style de gouvernance davantage du haut vers le bas, les deux ont un leadership ancré localement, mais il n'y a rien de plus.

Q : Le maire Ducharme a commencé sa planification stratégique après les fusions. Pour quelles raisons? Pour rallier, unir tous les citoyens? Est-ce que ce mouvement de planification stratégique a continué par la suite sous Bureau?

R : Oui la planification stratégique a débuté après les fusions. C'était un moment propice : nouvelle ville, obligation d'union et de réorganisation, réflexions sur l'image et le rôle à prendre face à la croissance d'Ottawa, redéfinition de l'identité, etc. C'est surtout Lawrence Canon, conseiller sous Ducharme, qui a mis en place cette politique. La planification stratégique a continué sous Bureau, mais sans implication politique concrète. La planification se veut plus interne et administrative, alors que la première phase visait une implication large de la société civile.

Il faut également noter l'influence que les comités de transition, créés pour faciliter les fusions, ont dans la gestion et la gouvernance des villes. Suite aux fusions, les membres des comités se sont retrouvés dans les administrations municipales et ont une influence sur la planification. À Gatineau, des experts ont été intégrés à l'appareil municipal pour construire la nouvelle ville.

Serge Belley, ÉNAP, Marc-André Lavigne, UQTR, Louise Quesnel et Paul Villeneuve, Université Laval

Les maires entrepreneurs et la démocratie locale : le cas de Trois-Rivières

Traditionnellement, la ville de Trois-Rivières ne jouissait pas d'un grand dynamisme (poches importantes de pauvreté, problèmes économiques), mais depuis les fusions, Trois-Rivières a un regain économique et démographique important. Au niveau politique, peu de changements ont eu lieu à la mairie depuis 2001. Les élus, dont le maire Lévesque, sont des vétérans qui connaissent les enjeux municipaux. En 2009, le maire Lévesque se présente à nouveau. Mis à

part la fondation du parti Force 3R, qui présente un candidat à la mairie (André Carle), il y a peu d'opposition.

Au niveau de la campagne électorale, le maire parle de quelques projets, mais il revient surtout sur ses réalisations passées. Il met l'accent sur la création de richesse, sur la nécessité de dynamiser, mais passe sous silence les implications, les coûts et les retombées de ces projets. Le parti Force 3R, quant à lui, critique durant la campagne le manque d'éthique et de transparence de l'administration Lévesque et s'attarde sur l'amélioration de la qualité de vie dans la ville. Durant toute la campagne, le maire va jouer la carte de la défensive en refusant plusieurs débats. Carle, pour sa part, fera beaucoup de terrain et tente de faire réagir le maire sur les questions de l'éthique, de l'endettement, de l'augmentation des taxes, mais sans succès. De leur côté, les journaux locaux font un portrait critique du maire Lévesque. On dénote cependant une implication faible de la société civile durant la campagne.

Les résultats du scrutin ont démontré une baisse importante des appuis au maire Lévesque. Malgré sa victoire, celui-ci est en perte de vitesse partout dans la ville et ce, malgré le peu d'expérience politique de son rival Carle. Au niveau du conseil municipal, une opposition plus structurée semble en voie de formation alors qu'aux trois conseillers déjà opposés à Lévesque s'ajoutent les quatre conseillers nouvellement élus. Bien qu'il semble y avoir une nouvelle dynamique avec ce que les commentateurs nomment le Groupe des 7, ce dernier n'est cependant pas lié formellement au parti Force 3R. Comment expliquer cette modification dans l'allégeance politique des citoyens de Trois-Rivières? L'arrivée du parti Force 3R sur la scène municipale n'explique pas entièrement la chute de Lévesque. En effet, Force 3R est peu organisé et a une faible base populaire, bien que le candidat Carle ait fait bonne impression. Les résultats du scrutin semblent davantage montrer la présence d'un vote de contestation parmi la population.

Pour conclure, les fusions municipales ont favorisé le style de gestion axé sur le développement promu par Lévesque. Ce dernier a été en mesure d'attirer des entreprises, des capitaux et des ressources pour développer la nouvelle ville, la moderniser. Cet angle d'approche a servi Lévesque en 2001 et en 2005, mais semble attirer moins en 2009. Ceci permet donc d'entrevoir les limites de la croissance économique et du développement dans la ville. Il y a une limite à augmenter le fardeau fiscal des citoyens pour le développement. Il semble que les citoyens soient maintenant davantage attirés par un mode de gestion bienveillant où l'on trouve plus de bienséance, plutôt que par une gestion bienfaitrice permettant l'acquisition de biens tangibles. Trois inconnus demeurent tout de même : quel bilan sera fait de Lévesque en 2013? L'opposition au conseil saura-t-elle s'allier à Force 3R? Et finalement, est-ce que Force 3R réussira à convaincre la population et à instaurer un nouveau mode de gouvernance?

Commentaires, questions :

Il y a beaucoup d'ambiguïtés qui ressortent entre les deux types d'opposition présente au conseil municipal. Ces ambiguïtés sont le résultat du peu d'informations disponible sur le Groupe des 7, sur leur poids politique, leurs volontés, leurs moyens d'action. Il faut également garder en tête qu'au départ, Force 3R visait surtout un bon résultat aux élections de 2013. Ils sont encore en mode préparation.

On remarque également dans plusieurs villes étudiées que la dimension environnementale prend le dessus sur la question économique et sociale. Pour être en mesure de percer en tant

que nouveau parti ou en tant qu'opposition, il est nécessaire de savoir unir le discours social (ce que fait le Groupe des 7, notamment la conseillère Tardif à Trois-Rivières) avec le discours environnemental aux échos nombreux en banlieue (ce que fait le parti Force 3R). Il est finalement important de bien comprendre les raisons de la perte de vitesse du maire sortant plutôt que de survaloriser la montée de l'opposition.

Caroline Patsias, Université de Sherbrooke

Les élections municipales de 2009 à Sherbrooke : les municipalités, un objet toujours « ordinaire » du politique?

Cette dernière campagne électorale a été marquée par l'émergence d'un nouveau parti politique : le Renouveau Sherbrookoïse (RS). Ce nouvel arrivant permet de poser deux séries de questions : quelles ont été les difficultés rencontrées par ce nouveau parti? Et que devient, dans ce contexte, la politisation des villes? (Est-ce que les municipalités sont encore apolitiques? Si oui, comment interroger cet apolitisme?). L'émergence de nouveaux partis politiques semble être l'expression d'une modification des rapports qu'entretiennent les citoyens avec l'autorité qui mènerait à un désir d'une gestion politique plus éthique.

La ville de Sherbrooke se démarque par son dynamisme (taux de chômage inférieur à la moyenne québécoise, ville multiculturelle qui accueille plusieurs minorités ethniques, perle de l'Estrie, reconversion économique efficace vers les technologies, pôle universitaire, etc.). La question du développement de la ville fut reprise aux élections de 2001, de 2005 et de 2009. Il faut dynamiser les acquis, mais surtout utiliser et exploiter convenablement et efficacement les ressources présentes. Les fusions municipales n'ont pas été un enjeu durant la campagne de 2009. Bien qu'il y ait eu certains débats et plusieurs contestations face au caractère imposé de la politique, il existait déjà de nombreuses pratiques de coopération, administrative entre autres, entre les villes maintenant fusionnées. Plus encore, Sherbrooke avait déjà le rôle du *leader* dans la région.

Est-ce que les résultats de l'élection de 2009 marquent une rupture ou une continuité dans la politique municipale sherbrookoïse par rapport à 2005? Il faut nuancer les propos. Au niveau des continuités, plusieurs anciens candidats demeurent (par exemple, Hélène Gravel, soutenue par le PQ et Jean Perreault, le maire, soutenu par le PLQ), la priorité d'action demeure liée au développement du pôle sherbrookoïse, même si la candidate Gravel voulait mettre en place une nouvelle façon de faire de la politique, moins nobiliaire et distancée de certains réseaux d'influence. Au niveau des ruptures, le refus de Jean Perreault de se présenter pour un autre mandat est notoire. Il propose ainsi une nouvelle structure des opportunités politiques. Les débats entourant le plan d'urbanisme peuvent également faire office de rupture. Les désaccords ont mené à un référendum par le maire, référendum qu'il a perdu. C'est dans ce contexte que le nouveau parti, le Renouveau Sherbrookoïse, a fait son apparition. La campagne électorale de 2009 s'est donc faite entre trois groupes : celui d'Hélène Gravel, celui du RS et celui du successeur de Jean Perreault. Le RS a eu de la difficulté à recruter des candidats à cause de la mauvaise presse donnée par le parti d'Hélène Gravel, à cause de l'influence des machines libérales et péquistes dans la vie politique municipale et à cause du manque d'autonomie des conseillers.

Bernard Sévigny, à la tête du RN, bien qu'il ait remporté ses élections, est à la tête d'un parti politique qui demeure fragile. La victoire n'a pas été fracassante, mais elle dénote le rejet

graduel d'une « politique politicienne » pour une gouvernance d'un nouveau style : la démocratisation avec une certaine dépolitisation.

Commentaires, questions :

C : À propos de la question de la dépolitisation de la politique, il serait possible de faire des parallèles avec la situation de Trois-Rivières, qui a également profité de l'émergence d'un nouveau parti politique. À Québec aussi, il semble y avoir une certaine dépolitisation par la manière dont Labeaume présente son équipe : un ensemble de candidats indépendants qui travaillent de concert pour le bien de la ville. Un parti politique peut sembler être une nuisance dans le contexte municipal, mais il devient quand même une nécessité une fois les élections passées afin de maintenir une saine gestion.

Il faut noter également la particularité du contexte de la fondation du parti Renouveau Sherbrookoïse. Celle-ci est intraparlamentaire, ce qui renforce sa légitimité, mais provoque un certain détachement d'avec les réseaux.

C : Il est important de prendre en considération que l'ambition de Sévigny est de faire un parti politique qui va perdurer dans le temps. C'est pour cette raison qu'il a fait une campagne de terrain importante, qu'il s'est taillé une place, qu'il a parlé de plusieurs enjeux importants pour la ville (plan d'urbanisation). C'est cette présence qui lui a permis de battre Gravel. L'apolitisme municipal montre que ceux qui se présentent ne sont pas nécessairement issus du monde politique, comme le montre l'exemple de Sévigny. Par contre, pour survivre dans le milieu, les outsiders doivent s'appuyer sur certains réseaux à construire, mais qui se détachent des réseaux traditionnels de Sherbrooke (liés au PQ et au PLQ).

C : Les deux conceptions existantes sur la manière de faire de la politique (nobiliaire ou moderne) sont différentes, mais ne sont pas incompatibles. Pour mettre en place des projets municipaux d'envergure, il faut s'appuyer sur des réseaux, mais il est possible aussi de compter sur des méthodes de gestion innovantes. Il semble surtout, dans le cas de Sherbrooke, qu'il y ait davantage un désir de rupture avec la manière de gouverner de l'ancien maire Perreault.

Jean-Pierre Collin, INRS-UCS

Quel avenir pour la démocratie municipale québécoise? Quelques réflexions

Il semble exister quelques points transversaux, surtout des silences, entre les neuf analyses faites des grandes villes québécoises. Ces silences montrent certains enjeux dont il faut tenir compte, mais également éclairent sur de possibles réflexions nouvelles.

Premier silence dans les communications : les interactions entre la politique municipale et la politique provinciale. Peu d'échos ont été donnés aux interférences provinciales dans la sphère locale alors qu'il semble y en avoir beaucoup, plusieurs exemples le prouvent.

Deuxième silence, sauf dans le texte sur Saguenay, il y a peu d'intérêt pour la fiscalité municipale et pour les divers enjeux fiscaux. Il est aisé d'oublier que l'objectif principal des fusions municipales de 2001 était de créer une équité fiscale. Dans ce contexte, il pourrait être intéressant de mettre de l'avant cette réflexion : avant même la réélection de Gérald Tremblay comme maire de Montréal, les élus ont compris que l'enjeu fiscal n'était pas une priorité pour les citoyens. Ainsi, il est possible pour un candidat de mentionner qu'un vote en sa faveur, c'est

un vote pour l'augmentation des taxes et remporter ses élections, parce que la fiscalité est maintenant discutée en parallèle ou en relation avec d'autres enjeux qui interpellent les citoyens (meilleurs services, meilleur entretien, etc.). Une meilleure prise en charge du milieu demande une plus grande contribution de la part des citoyens.

Autre point commun entre les communications : il y a une tendance chez les partis politiques à traiter l'enjeu environnemental comme un enjeu important. Cette thématique semble s'ancrer dans les rôles des municipalités. La municipalité devient le premier intervenant en matière environnementale, la gestion des eaux usées, des déchets, des aqueducs et autre étant sous sa responsabilité. La municipalité est confrontée à la gestion du budget liée à l'environnement. C'est la même situation lorsque l'on parle de la culture. En opposition, d'autres thématiques semblent disparaître de la sphère municipale, c'est le cas du logement social, traité par d'autres institutions ou groupes de pression.

Plus encore, la question de l'acceptation par la population des fusions municipales a aussi été traitée par plusieurs interventions. L'opinion populaire à ce propos est contradictoire. En effet, la population adhère à la conviction qu'il y a trop de municipalités au Québec, qu'il est nécessaire de rationaliser pour faciliter la gestion. Pourtant, les appartenances identitaires demeurent fortes et c'est ce qui cause les débats. Les fusions sont donc une action de prime abord contestée, à cause de leur méthode d'implantation, mais également parce qu'elles remettent en question l'identité des citoyens. Toutefois, elles finissent par être acceptées lorsque le processus est enclenché ou terminé.

Finalement, dernière réflexion : est-ce que la politique municipale est maintenant dans un processus de transformation de ses pratiques politiques et de ses modes de fonctionnement? Au Québec, il semble y avoir deux types de cas, à analyser de manière différente : celui de Montréal, où la fusion n'est pas encore complétée et celui de Laval, ville fusionnée depuis plus de 40 ans. Il faut aussi se pencher sur les modes de structuration des machines, des partis et des équipes politiques voulant prendre le pouvoir. Comment ces équipes se mettent-elles en place? Comment s'organisent les nouvelles villes dont le territoire couvre des zones urbaines, suburbaines et rurales? Dans ce cas précis, il est nécessaire de considérer autrement les enjeux et les territoires. La montée de plusieurs partis d'opposition dans les villes montre également ce mouvement de modification des pratiques politiques. Pourtant, l'opposition n'en est souvent qu'à ses balbutiements. Elle manque de structure dans ses programmes, dans ses plans et dans son organisation générale. Ainsi, elle sera moins encline, présentement, à rechercher et à mettre de l'avant des pistes nouvelles de gouvernance.

Dans un autre ordre d'idées, rédiger l'histoire politique de Laval pourrait rendre possible une analyse différente du processus de fusion municipale et établir des comparaisons avec les autres municipalités québécoises et établir les modes de transformation par rapport à un exemple typique. La fusion de Laval s'est également faite dans la controverse autour de questions d'éthique. Les élus cherchaient à cette époque un moyen de faire de la politique municipale sur un vaste territoire aux multiples caractéristiques.

Discussions :

Les conséquences des fusions ne disparaissent pas aussi vite que ce que l'on prétend. Tout dépend du contexte politique général. Le gouvernement provincial libéral, par ses positions, a ouvert une porte sur la possibilité de revoir les décisions prises. C'est ce genre d'ingérence qui

fait que la fusion à Montréal n'est toujours pas complétée. La création des conseils d'agglomération devait aider à instaurer les fusions, mais tout est fait en catimini dans ce genre d'institution construite. Le débat semble donc contaminé par des ingérences.

Il semble, après réflexion, que le statut de maire entrepreneur, la gestion entrepreneuriale et la planification stratégique s'accordent davantage avec des structures de gestion municipale par équipe que par parti politique. En effet, souvent dans ces cas précis, un petit nombre d'individus met de l'avant ce genre de projets de gestion ou de développement, et non pas des mouvements ou organisations politiques complets.

On est d'accord pour dire qu'il existe un apolitisme montant dans la sphère municipale. Mais comment l'expliquer? On sait qu'il y a peu d'implication de la société civile dans les partis politiques, mais pourquoi? Et cet apolitisme, existe-t-il vraiment ou si l'action politique de la société civile se fait autrement? Il faudrait peut-être retourner dans l'analyse et faire davantage référence aux tentatives passées de la société civile à s'impliquer en politique. Il faudrait reprendre l'expérience du Réseau National pour la Démocratie Municipale, dont le deuxième forum a dû être annulé par manque d'inscription, ou encore l'expérience d'un autre groupe, qui a été incapable d'organiser des États généraux en région. Finalement, notons l'exemple du Sommet citoyen de Montréal qui, cette année, a réussi à réunir près de 1 000 personnes, mais qui est dans l'impossibilité d'organiser ce genre d'exercice ailleurs en province et qui pense maintenant à ne pas reconduire l'activité pour une sixième année. Pour expliquer cette tendance à l'apolitisme ou au manque de support de la société civile aux affaires municipales, peut-être faudrait-il regarder du côté de la vision néolibérale transférée au milieu local. Il n'y a plus de passage de la part des groupes de la société civile à la vie politique. Les groupes préfèrent continuer leurs actions au sein des communautés plutôt que d'agir au niveau politique. Les préoccupations sociales n'ont pas d'échos en politique.

Les groupes sociaux ont des désirs, des buts, des plans d'action qui se limitent au niveau de la communauté. Peut-être que leur organisation s'est politisée d'une certaine manière. La société civile n'est donc pas entièrement apolitique, elle est seulement politisée d'une manière différente. Par exemple, certains groupes font des budgets participatifs, des agendas d'action, etc., mais ils refusent de se concevoir ou de se transformer en partis politiques. Ils veulent faire de la politique à l'extérieur de la machine politique. Pour ces groupes, il n'y a pas d'avantages à s'introduire dans la machine électorale, surtout dans les grandes villes où les gens sont déconnectés du milieu municipal, mais attachés au milieu local. Finalement, il ne faut pas négliger que plusieurs groupes de la société civile sont financés par l'État et qu'ils perdraient beaucoup à s'organiser en partis politiques.

Il semble y avoir à la tête des grandes villes du Québec une génération de maires populistes qui réussissent, par leurs discours, à rendre tangibles des enjeux qui le sont généralement peu, tels que l'environnement et la culture (peu tangibles en comparaison aux infrastructures, par exemple). Régis Labeaume a lui-même mentionné qu'investir dans la culture, c'est payant. Il s'agit donc de prendre quelque chose de flou, de le rendre concret, de le capitaliser, de le rentabiliser et il devient pragmatique. L'emphase est mise sur les retombées concrètes potentielles qu'inspire un enjeu à la base intangible.

Les diverses réflexions faites sur la place de la société civile en politique tendent vers un même point. Les experts semblent chercher l'action politique de ces groupes où ils s'attendent à la

trouver et non pas où elle est peut être. Il faut être davantage sensible aux participations, à ce que ces groupes font, non pas à ce que l'on pense qu'ils font. Ainsi, il faudrait peut-être même revoir la définition donnée à la notion de groupe de la société civile. Peut-être avons-nous une vision trop étroite de ce qui fait ou non partie de la société civile. Une définition plus large permettrait de considérer un plus grand éventail d'actions et de participations de certains groupes dans la politique municipale sans, pour autant, que ces groupes soient politisés.

***Propos recueillis par Annie-Claude Labrecque
Mai 2010***